

Bilan 2015 - Un tableau truffé d'échecs

La Vérité - 31/12/15

Plus de mauvais que de bon élèves, les membres du Gouvernement Ravelonarivo ont brillé par leur impopularité. Voici, en quelques lignes le bilan de chaque ministère. A vous de juger, s'ils méritent encore 100 jours à l'infini !

Ministère d'Etat chargé des Projets présidentiels, de l'Equipeement et de l'Aménagement du territoire.

Rivo Rakotovao, le ministre de tous les scandales

Le ministre Rivo Rakotovao a plutôt brillé par les scandales au cours de l'année 2015. Si l'on devait élire le ministre le plus controversé du Gouvernement Ravelonarivo, ce ministre d'Etat remporterait la palme sans hésitation. A titre d'exemple, l'on peut notamment citer l'affaire « abattoir d'Andohatopenaka » qui a opposé le président national du Hvm au numéro un du Tim, Marc Ravalomanana. Par ailleurs, il y eut également les démolitions et expulsions à polémique au profit d'une entreprise privée. En visitant le site web officiel du Mepate, l'on est frappé par la rareté des actions entreprises par le ministère. Sauf les mesures prises pour prévenir les glissements de terrain à Antananarivo. Lesdites mesures ne consistaient pourtant qu'à déclarer officiellement les habitations bâties en hauteur qui en danger dans plusieurs parties de la Capitale et la suspension de délivrance de nouveau permis de construire. Chose curieuse, de nouvelles constructions continuent de se faire dans les zones concernées.

Le ministère d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipeement dont il est responsable a raflé la mise en matière de budget, en ayant vu ses finances presque doubler dans la loi de Finances 2016. Pourtant, ses réalisations peinent à se faire sentir. Budgétivore mais avare en réalisation !

Ministère des Mines : la carte de la discrétion

A l'image du ministre Lalaharisaina Joëli Valérien, ce département ministériel est plutôt discret. Le Mmpm ou Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole s'est notamment démarqué par l'organisation du salon international des mines et du pétrole au Cci Ivato au mois d'août. A cela s'ajoute la participation de Madagascar à la 22e session de l'Africa Oil Week qui s'est déroulée du 26 au 30 octobre dernier au Centre de conférences international de Cape Town, Afrique du Sud. La présence de la délégation malagasy entre dans le cadre de la promotion de la destination Madagascar en matière d'investissements dans le secteur extractif.

Les principales missions du ministre auraient été de mettre en place une politique de redynamisation des activités minières et pétrolières par la valorisation des ressources naturelles pour satisfaire les besoins de la population présente, sans altérer l'intérêt des générations futures et la redistribution équitable des richesses pour l'ensemble des collectivités à travers le territoire national.

Jusqu'ici, le pari est encore loin d'être gagné. L'année a même été marquée par l'affaiblissement du secteur minier puisque les indicateurs virent au rouge pour les deux géants miniers implantés à Madagascar, à savoir Ambatovy et Qmm. Un bilan plutôt terne !

Ministère de la Communication... avec difficulté à communiquer

Un ministère dit « de la communication » dépourvue de site web... ou plutôt un site en cours de construction ! Tel est le premier constat qui vient à l'esprit en parlant du ministère de la Communication et des Relations avec les institutions dirigé par Andrianjato Razafindambo Vonison. Cet ancien journaliste a du mal à faire parler de lui. Son impopularité est tel que même les professionnels des médias ont grand peine à se rappeler de son nom. Les circonstances durant lesquelles le ministre a été fortement critiqué fut lors des débats des députés à Tsimbazaza et durant lesquels les membres du Gouvernement ont été menacés d'une motion de censure. Les parlementaires ont exigé que les débats soient diffusés sur la chaîne nationale. Une requête que le ministre a tout bonnement esquivée.

Quant au fameux code de la communication qui tarde à faire partie de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, son adoption effective relève encore de l'incertain. Adopté en Conseil de Gouvernement, le jeudi 10 septembre 2015, le document reste encore au stade de projet.

Ministre de la Justice : un long fleuve tranquille

Le parcours du ministre de la Justice, Noëline Ramanatenaso ressemble à un long fleuve tranquille. La seule fois où elle a haussé le ton fut pour émettre une mise en garde contre toutes velléités visant à semer le trouble au lendemain de l'annonce des résultats des élections municipales du 31 juillet. Des scrutins qui ont ouvert la voie à des multiples contestations et laissaient même présager l'apparition de manifestations publiques.

Maintenue dans son élément jusqu'au bout, la Garde des Sceaux est restée de marbre malgré les nombreuses critiques lancées à l'encontre de son département. A titre d'exemple, la consternation des magistrats qui a dénoncé une immixtion du pouvoir exécutif dans les décisions de justice mais qui n'a pas suscité de grandes réactions chez la ministre. A cela s'ajoute les cas de violation de la Justice et la montée de l'injustice, les Forces de l'ordre qui bravent la loi. Autant d'indicateurs qui laissent croire que la séparation des pouvoirs reste utopique.

Ministre des Travaux publics : l'adepte du « tip top » !

Nids de poules par-ci et par-là ! Le nom du ministre des Travaux publics raisonné à plusieurs reprises dans les réseaux sociaux. Roland Ratsiraka qui a l'habitude de faire des promesses tonitruantes avec le ton démagogique qu'on lui connaît, la population n'a pas manqué d'en être vite déçue. Parmi lesdites promesses, la restauration des routes nationales ainsi que les rues de la Capitale. A Tana, l'ex-maire de Toamasina n'a cessé de promettre monts et merveilles aux riverains d'Ambohipo où l'état des routes est plus que déplorable. Après une première réhabilitation, la voie a connu de nouveaux déboires avec l'arrivée de la pluie. Il aura donc fallu attendre l'avant fin d'année pour voir de nouveaux travaux. Force est de constater que le système du tip top sera encore opérationnel en 2016, au grand malheur des usagers de la route.

Ministère de la jeunesse et des sports Prestation mitigée

Deux événements majeurs se sont tenus cette année à savoir les jeux des îles de l'océan Indien et les Jeux Africains. Au-delà des résultats des sportifs malagasy à ces manifestations quadriennales, l'image de la Grande-Ile a été ternie par l'organisation qui laisse à désirer du déplacement pour ces jeux des délégations malagasy. Le plus honteux reste celui des jeux des îles de l'océan Indien à l'île de La Réunion. La tenue de l'événement dans un pays où l'accès est très compliqué et réglementé, est connue depuis quatre ans, c'est seulement à moins d'un mois de la cérémonie d'ouverture des jeux que le ministère des Sports s'est attelé à la demande des visas d'entrée. Il a fallu la menace proférée par la préfecture de l'île de La Réunion, d'une édition 2015 sans les sportifs de la Grande-Ile, pour que le camp malagasy ait décidé d'accélérer les pas. Avec une délégation de 250 personnes prévue au début, bon nombre sont restés finalement à quai. C'est pour la première fois dans l'histoire des jeux des îles de l'océan Indien qu'une sélection nationale malagasy a déclaré forfait pour son match inaugural, suite à cette organisation catastrophique à ranger au plus vite dans les oubliettes. Il en est de même pour cet incident majeur concernant le drapeau malagasy arraché violemment des mains d'une athlète à la cérémonie de remise de médailles. Malgré ces points noirs, le clan malagasy a réussi son modeste ambition de faire mieux qu'aux Seychelles. C'est en effet la troisième marche du podium final que Madagascar a occupé à La Réunion alors qu'à la précédente édition, Madagascar s'est contentée de la 4e place.

Aux Jeux africains tenus au Congo- Brazzaville, des disciplines prévues d'y être ont été finalement écartées, faute de résultats probants, d'après le ministère, faute de financement, rétorque les éliminés. Avec une délégation réduite à sa plus simple expression, Madagascar a pu toutefois tirer son épingle du jeu grâce notamment à l'haltérophilie.

A part ces deux événements sportifs bâclés, le ministère des Sports peut tout de même se réjouir de la prestance de certaines disciplines qu'il a soutenues. C'est le cas de la pétanque dont un retour au pays avec des médailles en participant à la coupe du monde Dames et des Jeunes en Thaïlande. Et pas plus tard qu'hier, le titre mondial dans la catégorie des professionnels remporté par le tireur Séverin Mamonjisoa en kick-boxing.

Ministère des Affaires étrangères

La chef de la diplomatie éclaboussée par un scandale

L'image déjà peu reluisante de la diplomatie malgache a été ternie par un scandale un peu plus tôt dans ce mois de décembre. Atallah Béatrice, ministre des Affaires étrangères, a été épinglée dans la presse pour des décaissements « illicites » sur les fonds de la défunte Cenit récemment. Usant de son nom, celle-ci aurait soutiré un peu moins de 200 millions d'ariary des caisses de l'ancien organe d'Alarobia, presque un an après avoir été nommée ministre des Affaires étrangères et 2 mois après la constitution de la nouvelle Commission électorale nationale indépendante. Environ 25 nouveaux ambassadeurs ont été accrédités dans la Grande-Ile cette année, dont notamment ceux des Etats-Unis et de la France. Au sujet de la France justement, notons également la polémique entraînée par le départ de son chef de mission diplomatique François Goldblatt, qui a été littéralement bouté hors de Madagascar par le Président Hery Rajaonarimampianina, suite à son fameux tweet condamnant le limogeage de l'ex-directeur général du Trésor. Si de nombreux ambassadeurs ont débarqué, la nomination de nos représentants à l'étranger, en revanche, ne semble pas être prioritaire pour le régime. Aucun changement n'a été opéré dans les ambassades malagasy depuis l'avènement de ce régime, alors que la plupart sont gérées par des chargés d'affaires.

Ministère de l'Intérieur

Mahafaly Solonandrasana pyromane de service...

Le ministère de l'Intérieur dirigé par Mahafaly Solonandrasana Olivier a été particulièrement sous les feux des tirs croisés pour les tripatouillages de textes dont ce département a été l'auteur, dans le cadre des élections communales notamment. Tout le monde a encore en tête les multiples tentatives de l'équipe de l'immeuble « Patte d'Eléphant » de modifier le statut particulier de la Capitale en vue de prendre le contrôle de celle-ci. Après cette épisode, on se rappelle également de la décision du ministère d'Anosy qui consiste à interdire l'apposition de photo, de nom et de prénom de candidats sur les bulletins unique dans l'objectif évident d'handicaper les adversaires du Hvm ainsi que de donner à celui-ci plusieurs longueurs d'avance sur les premiers. Les intimidations à l'endroit des maires et conseillers municipaux dans le cadre des Sénatoriales d'avant-hier, fait tâche dans le bilan de ce ministère, tout comme la décision de ce dernier d'interdire les manifestations politiques ou non, comme la procession des catholiques. En gros, cette année le ministre a joué le simple rôle de pyromane de service pour son parti et le régime. Au titre des réalisations, cette fois-ci positives, on pourra noter la modernisation des services, par le lancement des nouveaux permis de conduire, cartes grises, cartes de résident et passeports biométriques.

Ministère de l'Environnement

Ralava Beboarimisa grand impuissant face au trafic de bois de rose

Depuis deux ans, l'Etat ne cesse d'affirmer sa volonté d'aller de l'avant dans la lutte contre le fléau qui mine la vie économique du pays : les trafics de bois de rose. Pour ce faire, un membre issu du rang de la société civile et non moins membre du comité de pilotage de lutte contre le trafic de bois précieux du temps du Pm Omer Beriziky, a été nommé par le Président de la République pour occuper le poste de ministre de l'Environnement. Toujours dans cette optique, un texte instituant la Chaîne pénale contre le trafic de bois de rose et de bois d'ébène a été adopté à l'Assemblée nationale. Le tout pour faire valoir aux yeux de l'opinion publique que le même Etat est passé à l'acte. D'autant plus que la communauté internationale, notamment des pays de l'Occident, n'a pas non plus cessé de crier au scandale pour dénoncer ces trafics.

Mais rien n'y fait, les trafics progressent en cette année 2015. Pire, comme les bois de rose exploitables commencent à se faire rares ou se trouvent trop éloignés des zones d'embarquement, les trafiquants se tournent aussi vers d'autres bois précieux. D'ailleurs, pourquoi le palissandre n'a pas été inclus dans cette loi ? La Cour spéciale, qui entrera en fonction prochainement, prévoit de lourdes peines pour tous ceux qui sont impliqués de près ou de loin dans les trafics illicites des bois de rose et des bois d'ébène. Mais déjà, les critiques ont fusé. N'ayant pas d'effet rétroactif, la nouvelle loi ne pourra pas être appliquée, en effet, sur les trafics commis au cours des dernières années...

Ministère de l'Elevage

Anthelme Ramparany, un bilan creux

Cela fera presque un an que le ministre Anthelme Ramparany est à la tête du département de l'Elevage et de la Protection animale. Au terme de cette année, le bilan de celui-ci sonne creux. Il n'est constitué que de quelques activités telles que l'élaboration de la Lettre de politique de l'élevage et de la Stratégie nationale de développement de la filière Zébu malagasy. Dans le cadre du l'Irr ou Initiative pour des résultats rapides, le département ministériel s'enorgueillit d'avoir obtenu 99,7 % d'objectifs fixé atteints. Des actions contre l'abattage des vaches, la délimitation des zones d'investissement en élevage, le développement de l'élevage à cycle court et des petits ruminants ainsi que la mise aux normes des services vétérinaires en vue de l'amélioration de la qualité des produits, ont été entrepris dans le cadre de cette seconde Irr. L'année passée se résume également en la fermeture de nombreux abattoirs notamment celui de Vontovorona. En somme, le ministère n'a fait que ce qu'il devait faire.

Ministère de l'Education nationale

Numérisation et reconnaissance internationale

L'intégration de l'éducation numérique fait partie des grandes réalisations de ce ministère dirigé par Paul Rabary pour cette année 2015. En fait, le partenariat avec d'autres ministères, organismes ou entreprises, dont Orange Madagascar, a permis de remettre des tablettes et autres équipements pour des établissements scolaires. 28 Epp et Ceg en ont bénéficié au début de la rentrée scolaire en octobre dernier, sans oublier les 3000 tablettes remises aux 60 lycées du pays. D'un autre côté, le recrutement de 10 000 enseignants fonctionnaires a pu être effectif cette année, malgré divers problèmes liés à la corruption, au faux et usage de faux. Le 2e vague de recrutement est actuellement en cours, au profit de 10 000 autres enseignants. Aussi, Madagascar a remporté cette année le prix international de l'alphabétisation, décerné par l'Unesco grâce aux efforts déployés dans ce domaine, notamment ceux de la plateforme Asama. Par ailleurs, le retard de paiement des subventions des maîtres Fram pour la plupart des Cisco et Dren, entraînant des manifestations et menaces de boycott de l'année scolaire, constitue l'éternel problème du Men. Aucune issue n'a été définie jusqu'ici.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Année blanche évitée de justesse dans les universités

Les étudiants, candidats au Bac de 2015 ainsi que leurs parents ont paniqué depuis le jour où le syndicat des enseignants-chercheurs (Seces) a décrété une grève générale illimitée, en juillet dernier. Ses membres ont exigé l'exécution des 3 décrets accordés en 2009 ainsi qu'une nouvelle grille indiciaire en contrepartie de la reprise des activités pédagogiques et des examens. Il a fallu plus de 3 mois et de nombreuses négociations pour éviter une année blanche qui a failli se concrétiser, au détriment des étudiants et des nouveaux bacheliers. Néanmoins, la suspension des cours dans les universités a perturbé le calendrier universitaire, lequel aurait dû s'achever en novembre dernier. En outre, le problème des boursiers malagasy en Chine s'éternise. Faute de paiement de 40 mois de bourses, certains d'entre-eux étaient contraints de rentrer au pays, sans diplôme, tandis que d'autres vivent dans la galère en Chine. Jusqu'à maintenant, aucune mesure drastique à leur égard n'a été prise. Malgré ces côtés négatifs dans

le milieu de l'enseignement supérieur, ce ministère sous tutelle de Marie Monique Rasoazanamera a pu avancer dans nombreux domaines, à l'exemple de la mise en place de centres régionaux universitaires à Ambositra, Ambatondrazaka, Soavinandriana-Itasy, Farafangana et Antsirabe. A cela s'ajoute le renforcement de son ouverture à l'international, dont la mise en œuvre du projet de radiotélescope « Ska » avec l'Afrique du Sud. Aussi, la Grande-Ile a pu abriter cette année le Symposium international de la Recherche, en octobre dernier.

Ministère de la Population, de la Protection sociale et de Promotion de la femme

Insécurité alimentaire et pauvreté s'éternisent !

La rareté des pluies dans la partie Sud de Madagascar a entraîné la pénurie alimentaire, laquelle a frappé des centaines de milliers d'habitants, notamment ceux des régions Androy et Anosy depuis le début de cette année. Outre les descentes officielles dirigées par le ministre Onitiana Realy pour constater de visu la situation, diverses activités ont été menées pour venir en aide aux victimes de l'insécurité alimentaire. La remise de vivres, d'équipements et de semences pour la relance des activités agricoles en font partie, sans parler des travaux Himo à travers le système argent contre travail ou vivre contre travail. Les organismes internationaux et acteurs humanitaires ont le plus intervenu, en apportant un appui matériel et financier. Malgré les actions entreprises, les autorités locales ont de nouveau émis un appel de détresse au mois d'octobre face à la pérennisation de la sécheresse, accentuant la vulnérabilité de la population du Sud. Par ailleurs, la pauvreté s'éternise à Madagascar, si l'on tient compte de l'évaluation de la Banque mondiale. Celle-ci classe la Grande-Ile dans le 5e pays le plus pauvre au monde, où plus de 90% de la population vivent dans la misère. D'un autre côté, les intempéries depuis le mois de janvier ont fait état d'une vingtaine de morts et plus de 50 000 sinistrés, dont la majorité se trouvait dans la ville d'Antananarivo. Ces derniers ont été déplacés dans le site d'Andranofeno Sud depuis le mois de mai, où ils y vivent jusqu'à maintenant.

Ministère de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement

Ordures et inondations au premier plan

Les habitants de la ville d'Antananarivo ont dû passer les fêtes avec les montagnes d'ordures dans la plupart des quartiers, faute de ramassage régulier. En fait, le Service autonome pour la maintenance de la ville (Samva), rattaché à ce département ministériel sous tutelle du Dr Johanita Ndahimananjara, n'a pas pu effectuer convenablement sa mission faute de budget et de financement. La collecte traîne malgré la tenue d'une opération de 15 jours, menée depuis le 24 décembre dernier. L'insalubrité grandissante perturbe non seulement la circulation urbaine mais empeste également la Cité toute entière, avec l'odeur nauséabonde et les diverses maladies, sans oublier l'image ternie de la ville des Mille. D'un autre côté, la montée des eaux, voire les inondations dans les zones basses constituent un grand problème cette année. Le manque d'assainissement et le pullulement des constructions illicites favorisent cette situation, en plus de la vétusté des infrastructures comme les barrages. Les habitants des zones de haute altitude sont, quant à eux, menacés par les glissements. Autant de dangers qui guettent la population. Dans le domaine de l'adduction d'eau potable, la forte intervention du secteur privé, dont les associations, organismes et sociétés, ont marqué cette année. Des milliers d'habitants ont pu en être servis, notamment ceux du milieu rural.

Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle

Pour l'année d'exercice 2015, 28 % des travaux prévus n'ont pas été réalisés, surtout en matière de construction des infrastructures. L'explication vient du retard du vote de la loi de Finances rectificative 2015. Par contre, ce ministère se réjouit de l'adoption par l'Assemblée nationale de la Politique nationale de l'emploi et de la formation (Pnefp). Concernant le volet recrutement, 2 500 postes budgétaires sont disponibles à raison de 500 par année. Soit un projet de longue haleine.

Ministère de la Culture de l'Artisanat

Une année sombre pour le milieu culturel malagasy

Après deux tentatives d'incendie du Rova d'Ilafy et celui d'Ambohidratrimo, le second a été réduit en cendres dans la nuit du mercredi 26 août 2015. Selon la première constatation des responsables dépêchés sur place, l'incendie est d'origine criminelle. Un fait qui dénonce l'incapacité du ministère de la culture à gérer la protection des patrimoines culturels à Madagascar. Jusqu'à ce jour, aucun des auteurs n'a été appréhendé. Cette tragédie frappe de plein fouet le grand Tana qu'au fil des années, voit petit à petit ses patrimoines partir en fumée. La Capitale de Madagascar est la seule au monde à ne posséder des sites historiques après l'incendie du rova Manjakamiadana et le palais d'Andafiavaratra. Leur reconstruction est remis aux calendes grecques.

L'affaire Omda demeure le point de discorde entre le ministre de la Culture et les artistes. Le pont semble coupé à cause de l'intransigeance du ministre Brigitte Rasamoelina qui a maintenu le limogeage du Dg de l'Omda alors que celui-ci, selon les artistes, est l'homme qu'il faut à la tête de l'office.

Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche

Un long chemin à accomplir

Les actions entreprises par le ministère cette année reflètent la politique prônée par les dirigeants. Protection des ressources, c'est le résumé des principes établis au sein du département. Ecouter, analyser et agir, sont les vertus appliquées par le ministre Ahmad qui cette année a mis en application des mesures préconisées par le milieu aquatique. C'est le cas notamment de la filière des crabes de mangroves dont l'exportation constitue une source de devises pour le pays. La décision de mettre un holà à une exportation sauvage et à une surexploitation n'a pas fait des heureux dans la filière. La réglementation des pêches par une fermeture annuelle, l'obligation aux exportateurs de posséder une ferme et bien d'autres dispositions, ont été bien accueillies dans le cercle, malheureusement restreint, des opérateurs. D'une vingtaine d'établissements agréés, seule une poignée, pour l'instant, ont suivi les directives. Les récalcitrants risquent toutefois de perdre leur agrément dès le début de l'année prochaine. C'est pourtant l'unique et meilleure solution pour la pérennité des activités et des produits. Un point gagné en somme pour le ministère mais d'autres chantiers doivent être entrepris pour la protection des ressources halieutiques. La pêche sauvage des concombres de mer qui fait ravage actuellement dans la partie Est de l'île constitue une lutte de longue haleine. Le peu de moyens humains et matériels du ministère aggrave la situation.

Ministère du Tourisme, des Transports et de la météorologie

Pour cette année 2015, ce département ministériel a fait un grand pas pour la promotion du tourisme à Madagascar. Le 3e trimestre est marqué par la désignation de Nosy Be comme meilleur site de vacances. Et ce, suite à une élection organisée par le très sérieux Tripadvisor. Une forte augmentation du nombre des touristes est attendue après la politique d'ouverture du ciel (« open sky »). L'entrée de la compagnie Turkish Airlines qui avec ses trois vols hebdomadaires relie la Capitale malagasy à celle de la Turquie via l'île Maurice, a été le fait le plus marquant de l'année dans le domaine des transports aériens, mis à part les problèmes récurrents de la compagnie nationale Air Madagascar.

Ministère de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales

Avec la réforme de l'administration publique, une concertation nationale a été organisée afin de promouvoir la sécurité sociale des travailleurs ruraux à Madagascar. En effet, une sensibilisation sur la pension de retraite des agriculteurs en est la base. Sans oublier également la révision des effectifs des fonctionnaires afin de démasquer les employés fantômes.

La suspension de l'envoi des travailleurs malagasy dans les pays à risque n'a pas eu l'effet escompté. Pire, avec le départ en catimini des certains travailleurs, le nombre des victimes a atteint le record pour cette année.

Ministère de la Santé publique

La peste fait rage, la Polio réapparaît

Le nombre de cas de peste confirmés ne cesse d'augmenter d'année en année à Madagascar. Selon l'Oms, le pays enregistre au moins 71 décès liés à cette épidémie depuis septembre 2014, dont une jeune femme morte à Ankasina en novembre. La saison des pluies et le problème d'assainissement, surtout l'amoncellement des ordures, aggravent la situation. Récemment, nos sources ont fait part de 12 cas suspects et 1 mort lié à cette maladie à Amparafaravola. Pourtant, le ministère de tutelle dirigé par le Pr Mamy Lalatiana Andriamanarivo n'octroie aucune information y afférente. D'ailleurs, l'accès aux informations auprès de ce département ministériel reste difficile. D'un autre côté, la réapparition de la poliomyélite, à travers les 11 cas dérivés du virus vaccinal découverts en l'espace de 12 mois, a alarmé la communauté internationale. Raison pour laquelle 5 campagnes de vaccination antipolio ont été menées au long de cette année, ciblant les enfants de 0 à 15 ans. La dernière édition s'est déroulée du 30 novembre au 4 décembre dernier, touchant plus de 11 millions d'enfants. La fréquence de la vaccination gratuite a toutefois semé le doute chez les parents, jusqu'à entrainer leur résistance. La polémique y afférente n'a cessé de gagner de l'ampleur, avant que les responsables apportent des éclaircissements pour rassurer la population.

Ministère de l'Economie et de la Planification

L'élaboration du Plan national de développement et son plan de mise en œuvre ont marqué l'année 2015. Le Gouvernement malagasy a poursuivi la coopération avec différents organismes internationaux. Le lancement de la stratégie nationale de développement statistique a été élaboré. Ce document de cinq ans montre la volonté de l'Etat de produire une information statistique de qualité.

Le personnel de l'Institut national de la statistique a opéré une grève pour manifester son mécontentement face au retard de paiement de salaire. Une journée informative avec le secteur privé a été organisée en octobre dernier pour favoriser les échanges et expériences mais elle n'a pas eu vraiment d'écho. L'élaboration du Plan national de développement a pris du temps. Au niveau du ministère de l'Economie et de la Planification, du ministère de l'Agriculture, le manque de communication des informations et actualités constitue un point négatif.

Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures

Dans le cadre de la promotion des énergies de proximité, la construction d'un barrage hydroélectrique dans la Commune rurale de Behenjy a amorcé. La centrale pourra alimenter les villages d'Amboasary. Une centrale thermique a été inaugurée dans la région Bongolava. Plus de 500 foyers dans les régions sud du pays ont eu accès à l'énergie solaire. La nouvelle politique énergétique pour 2015-2030 a été abordée. Une légère révision de prix à la pompe visait à atteindre la vérité de prix.

Cette année, le délestage a frappé fort tout le pays à cause du problème d'approvisionnement en gasoil de la Jirama. Les efforts de transition énergétique du pays sont encore insuffisants. La vulgarisation des énergies renouvelables reste faible. Il n'y a pas eu d'étude d'impact de la mise en place de la centrale d'Antanandrano. Les riverains se plaignent des bruits de nuisance engendrés par ces équipements. Le contrat de cession de production d'énergie avec Symbion power a provoqué le mécontentement de l'intersyndicat de la Jirama.

Ministère de l'Agriculture

Le centre de formation agricole à Brickaville a été ouvert. Il contribuera à la formation d'exploitants, entrepreneurs agricoles qui suivront un cursus de deux à trois ans d'études et sera sanctionné par un diplôme de brevet d'études professionnelles. Ce centre renforce celui d'Antsirabe, de Mahitsy et d'Ambatondrazaka. Le pays a accueilli l'atelier régional de mise en œuvre des projets et programmes d'appui du Fida (Fonds international pour le développement agricole) en Afrique australe et orientale du 10 au 13 novembre 2015 à l'hôtel Carlton Anosy.

Madagascar a un large potentiel inexploité pour atténuer et s'adapter au changement du secteur agricole face au changement climatique. La dégradation des sols prend de l'ampleur et engendre la réduction de la productivité des sols. Le pays manque encore de centres de production de semence améliorée qui pourtant pourra contribuer à l'amélioration de la production agricole. Le pays manque encore de statistique agricole à jour et fiable. Le financement dans la lutte antiacridienne reste insuffisant et ce, malgré l'appel d'aide du ministère de l'Agriculture.

Ministère du Commerce et de la Consommation

Les assises nationales sur la vanille se sont tenues à Sambava et ont permis de mieux réglementer cette filière, soigner l'image des produits de la Grande-Ile. La redynamisation des activités du comité national du codex alimentarius pour respecter les normes des produits a aussi commencé. Le conseil de la concurrence, le guichet unique à l'exportation ont été mis en place. Madagascar a développé la matrice d'aide au commerce et soumis sa politique commerciale pour examen à l'Organisation mondiale du commerce à Genève.

La sensibilisation sur la non utilisation de sachets en plastique de moins de 50 microns a commencé à prendre effet. Toutefois, les mesures alternatives n'étaient pas suffisamment développées, laissant les consommateurs dans l'embarras. La professionnalisation du secteur commerce par le lancement de la carte du commerçant a commencé à Ambositra mais sa réalisation tarde vu l'ampleur des activités qui attendent ce département. Les descentes sur terrain pour assainir le marché intérieur restent insuffisantes.

Ministère des Finances et du Budget

La conférence des bailleurs à Lima a permis de mobiliser la communauté financière internationale à accompagner le développement du pays. Un accord de principe sur la facilité de crédit rapide et le programme de référence ont été conclus avec le Fonds monétaire international, outre l'appui budgétaire de l'Union européenne. Le ministre des Finances et du Budget n'hésite pas à faire de descente sur terrain même durant la nuit.

Le retard de l'adoption de la loi de Finances rectificative 2015 a marqué cette année. Le ministère et les parlementaires se sont renvoyé la balle. La régularisation de solde des maîtres Fram a pris du temps.

Ministère de l'Industrie, du Développement du Secteur privé

La renaissance de la Sirama a marqué cette année. En collaboration avec l'Office malgache des propriétés industrielles, les sensibilisations pour la protection des marques ont été poursuivies. L'examen de la politique d'investissement a permis de faire des recommandations pour améliorer le climat des affaires. Des visites d'usines ont été effectuées. Les relations commerciales avec la Chine, l'Égypte, l'Afrique... ont été renforcées. Le ministère a appuyé le retour des entreprises à l'Agoa et soutenu la promotion de l'entrepreneuriat.

Le manque de communication des différentes activités de ce département constitue un point faible. Les efforts pour développer l'industrialisation rurale sont encore embryonnaires.

Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles technologies

La technologie à la portée de tous Connecter toutes les régions de la Grande-Ile avec le monde entier. C'est le défi lancé et en passe d'être réalisé par le ministère cette année. L'appui des bailleurs de fonds a été décisif à la concrétisation du projet. La mise en place des pylônes de transmission de réseau téléphonie mobile figure parmi les grands travaux réalisés par le ministère. L'objectif principal, c'est de désenclaver les localités les plus reculées de Madagascar afin de les mettre au diapason des avancées technologiques et de réduire l'insécurité. Les universitaires ont eux aussi leur part avec la mise en place des centres des nouvelles technologies dans les différents universités à l'instar de celui de Fianarantsoa et de Vontovorona.

La dotation des tablettes aux lycéens des établissements publiques et des maires de toutes les communes de la Grande-Ile constitue les faits d'armes du ministère.

Par contre, l'augmentation du droit d'accise de 10 % dans le domaine des télécommunications laisse perplexes les consommateurs. Ces derniers devront subir cette augmentation dès le mois prochain et demeurent les principales victimes de cette hausse à travers le coût de la communication.

Ministère de la Défense nationale

Une ambition déplacée

La sécurité est à l'image de la situation socio-économique du pays. L'état de la défense à Madagascar est donc très mal en point et que tout reste à faire comme la définition même d'une politique de défense. Cette absence de « leadership » fait qu'il règne toujours une confusion entre les trois corps constituant les forces armées dont l'Armée, la Gendarmerie et la Police nationale. Cela est aggravé par une capacité opérationnelle limitée des forces de protection civile. L'assise qui s'est tenue en mars dernier à l'AcMil a aussi noté de nombreuses autres lacunes dont les renseignements qualifiés d'amateurisme, du manque de moyens pour les Forces navales d'un pays insulaire comme Madagascar, l'absence d'aviation de chasse pour contrôler l'espace aérien du pays deux fois plus vaste que celui de la France. L'année 2015 a été aussi marquée par la multiplication des assauts contre des casernes. D'autre part, la cote des militaires engagés dans le processus de sécurisation dit « Fahalemana » a baissé aux yeux de la population à cause des soi-disant exécutions sommaires qui font leur sale réputation.

Malgré les insuffisances, le ministre de la Défense nationale a fait un effort particulier pour étoffer l'effectif des recrues au sein des trois entités composant les Forces armées à travers les différentes sorties de promotions dans les différentes écoles militaires ou de la Gendarmerie, et académiques ou non. La dernière en date a été la consécration de 229 nouveaux commandos des forces d'intervention à Ambatolaona. A part cela, un accord de coopération entre Madagascar et la Russie va bientôt se concrétiser en matière de défense. En octobre dernier, une rencontre entre le général de corps d'armée Dominique Rakotozafy, ministre de la Défense nationale et le colonel Oleg Bugrov, attaché militaire de la fédération de Russie en témoigne. L'armée malagasy recevra bientôt des dons en matériels et équipements venant de la Russie.

Ministère de la Sécurité publique

Grandes missions, grands problèmes

La recrudescence de l'insécurité est devenue le quotidien des malgaches: corruption, attaques à main armées, série de kidnappings, sans parler des assassinats non encore élucidés jusque-là si l'on ne parle que du cas du styliste Nambinina ou de la cinéaste Ketaka Razafimisa. Malgré la mobilisation et le déploiement de moyens sans précédent affichés par la Police nationale, cela n'a pas freiné le rapt d'opérateurs ou de proches d'hommes d'affaires qui s'est multiplié, surtout dans la Capitale, et à Toamasina. Le dernier cas qui donne du frisson, c'est l'enlèvement de deux adolescents dans la Capitale Betsimisaraka. Les Forces de l'ordre peinent à stopper l'élan des ravisseurs, alors qu'un des deux otages a été assassiné. Jamais aussi, les trafics d'espèces sauvages comme les tortues marines ou surtout les hippocampes, des tortues, des plantes médicinales, des orchidées ou surtout de bois précieux n'ont connu une véritable explosion que l'année 2015 ! La plupart des espèces exportées illégalement étaient à destination de la Chine. Mais il y a aussi les problèmes de corruption qui minent les concours administratifs pour les candidats voulant intégrer le corps de la Police, une allégation ministère rejetée par le ministère de la Sécurité intérieure.

Malgré ces innombrables failles, la Police de l'air et des frontières ont intercepté beaucoup d'espèces à leur embarquement à l'aéroport d'Ivato. Une coopération avec la Police française a permis à celle du pays de faire autant à l'aéroport de Roissy à Paris où plusieurs bébés-tortues ont pu être rapatriés. A part cela, la Police nationale, par l'utilisation d'un logiciel, a innové en matière de contrôle ou de traçage électronique des 10 000

policiers en exercice dans tout le pays. Le système visera aussi à remettre de l'ordre dans les rangs de hauts responsables de la Police et en luttant activement contre la corruption et en mettant fin aux mauvaises conduites des policiers en exercice.

A part cela, on assiste encore à un recrutement sans précédent d'élèves policiers, d'officiers de police judiciaire, d'inspecteurs ou de commissaires de police tout au long de l'année 2015.

Il y a aussi la politique dite de « la Police de proximité », qui permettra au moins de consolider le rapprochement entre les commissariats et les quartiers dans le domaine du renseignement et dans la lutte commune contre le banditisme qui gangrène les villes ou autres communes du pays.

Source : http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=7251:bilan-2015-un-tableau-truffe-dechecs&catid=1:politique